

LE JOUR, 1947
21 Mars 1947

EN MARGE D'UNE LEÇON DE MORALE POLITIQUE

Sur notre administration et sur nos affaires intérieures, une controverse s'est produite ayant pour point de départ un accès de franchise officiel et une énumération de faits. De l'accès de franchise nous ne dirons pas qu'il fut un excès, encore que la passion du bien aille quelquefois jusqu'aux intransigeances redoutables du Misanthrope.

Personne pourtant ne donnera tort à la franchise, dans la mesure, bien entendu, où elle ne va pas contre la sagesse, et personne ne donnera tort aux faits.

Il reste les défauts et les tares qu'il faut mettre chez nous, au compte d'un long passé de « dépendance », d'un système de recrutement administratif à base non point qualitative mais confessionnelle, et enfin au compte de la nature humaine.

La chute morale des hommes d'à peu près partout, depuis deux guerres, est profonde. Le manque de caractère s'est ajouté au manque de vertu, de sorte qu'on n'a plus souvent devant soi, avec l'absence de scrupules, que l'absence de conscience professionnelle.

Ce sont des choses déplorables que ne pourra guérir qu'une réforme morale patiente et sévère. Il y faudra du temps et un redressement collectif (et jusqu'à un certain point universel) ; mais il y a des résultats que l'on peut obtenir avec moins de tergiversations et de lenteurs.

A l'Administration, trop souvent au Liban, on peut appliquer les vers pathétiques du vieux Malherbe :

... « On a beau la prier
La cruelle qu'elle est se bouche les oreilles
Et nous laisse crier »

Et les réformes, dont dans un moment de lucide courage on obtient la promesse solennelle, ne viennent plus qu'au ralenti lorsque le moment critique est passé.

Il y a beau temps que nous parlons de vigilance, de technicité et de contrôle. Les anges sans contrôle seraient moins angéliques eux-mêmes. Et, dans le siècle de la technicité, on ne saurait tout laisser à l'indifférence, à l'imagination et à l'improvisation. Tout cela est acquis et indiscutable il nous semble.

Voilà pourquoi nous demandons nous-mêmes, depuis si longtemps et de façon si pressante, avec une gendarmerie et une police améliorées, des contrôleurs des services civils et des techniciens.

Or, c'est un fait qu'après quelques sursauts, l'Administration est toujours revenue à son point de départ ; cependant d'ailleurs que, dans d'autres domaines l'Etat faisait très bien son métier.

La grande plaie, chez nous comme dans d'autres pays, c'est que les hommes politiques aient, dans l'Administration, leurs hommes.

Il n'y a pas d'illusions à se faire. Cela ne peut être corrigé qu'à moitié ; surtout avec l'équilibre confessionnel (qui est encore chez nous la condition de la paix). Mais, dans toute la mesure où c'est possible, cela doit être corrigé.

Une action décisive de ce genre ne s'obtient nulle part au moment où une Chambre s'en va. Sans demeurer dans l'inaction, (et M. le Ministre de l'Economie nationale, qui est en plein mouvement, en fait la démonstration avec un civisme exemplaire) attendons des mois qui viennent les déterminations et les actes qui s'imposent rigoureusement à l'Etat.